



Diffusion de l'information sur l'Amérique latine

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 Lyon - France - Tél. 04 72 77 00 26 - Fax 04 72 40 96 70

BRÉSIL



D 2227 • Br31
1-15 juin 1998

MOTS-CLEFS
Lutte pour la terre
Mouvement social
Famille
Latifundia

VIE ET LUTTE D'UN PETIT PAYSAN **"Suite de l'histoire de ma vie"**

Le Mouvement des sans-terre (MST) est devenu une des organisations populaires les plus importantes au Brésil. Les conflits entre les paysans sans terre et les fazendeiros, riches propriétaires, se soldent souvent de façon dramatique par des répressions violentes et parfois des massacres. DIAL avait publié en 1986 (cf. DIAL D 1111) le récit d'un paysan sans terre retraçant les étapes de sa vie et le déroulement de ses luttes. Installé dans un lotissement de São Roque de Jaguaré dans l'État du Espírito Santo, poursuivant inlassablement son combat, la même personne continue ici l'histoire de sa vie au cours des dix dernières années.

Avec les premiers lotissements dans l'État du Espírito Santo, qui ont débuté en septembre 1984, le MST et les occupants se sont vus dans la nécessité de créer une organisation formée de représentants de chaque lotissement déjà existant et il fut décidé que chaque lotissement qui serait créé pourrait également y être représenté, selon le critère suivant : les lotissements de moins de 30 familles auraient un représentant ; de 30 à 50 familles : deux représentants ; de 50 à 100 familles : trois représentants. Cette organisation serait nommée Coordination des occupants de l'État du Espírito Santo et, parmi ses membres, quelques-uns seraient élus pour former la direction du MST de l'État. Leur mandat serait de deux ans, conformément aux statuts et au règlement intérieur. C'est ce qui fut fait et subsiste jusqu'à aujourd'hui, de telle sorte que les 14, 15 et 16 décembre 1995 fut réalisée l'élection par laquelle

le j'ai été élu membre de la Coordination des occupants de l'État du Espírito Santo. Pourquoi une telle organisation ? Parce que la Coordination des occupants et les lotissements sont les bénéficiaires principaux de l'appui politique, financier et même moral du MST, c'est toute la structure de l'organisation qui nous soutient, sans oublier les autres sympathisants de la société. La lutte pour la terre dans l'État du Espírito Santo et dans tout le Brésil avance lentement et sans beaucoup de résultats. Motif : c'est le pouvoir oppresseur qui se met en travers, pouvoir politique, économique et, pire encore, pouvoir judiciaire.

Lutte syndicale

En 1988, j'ai été élu comme délégué syndical à Jaguaré (État du Espírito Santo), pour représenter le syndicat des travailleurs ruraux de São Mateus toujours dans l'État du Espírito Santo.

Avec les progrès de la lutte syndicale dans la commune, nous avons senti la nécessité de fonder un syndicat autonome. Et, conjointement avec un groupe de travailleurs nous avons formé une liste électorale, convoqué une assemblée générale et fondé le syndicat. Parmi les élus, j'ai reçu la charge de secrétaire exécutif, mais je ne suis pas resté seulement au syndicat, car à l'époque je participais également au Mouvement d'action politique de Jaguaré (MAP), j'assurais la coordination de mon lotissement, j'étais coordinateur de la communauté, président du bureau exécutif du Parti des travailleurs (PT) de Jaguaré, je faisais partie de la Coordination des occupants de l'État, et je faisais le lien entre les groupes de travailleurs sans terre pour de nouvelles occupations de *latifundia* dans l'État du Espírito Santo. Durant mon premier mandat on commença à avoir des morts au nord de l'État du fait des occupations de terres.

Je peux citer quelques compagnons qui furent assassinés dans des embuscades, par exemple : Verino Sossai, Beti Purinha, Domingo Ramos, le père Gabriel, à Vitoria, et de nombreux leaders, poursuivis et tués, quelques-uns faits prisonniers et torturés. Les trois premiers cités furent assassinés en moins de trois mois. Il y eut aussi la mort d'un *fazendeiro* et d'un membre de la police dans un conflit sur une terre. Le nord de l'État est devenu un espace où règne la terreur. Vers la même époque (1989 - 1990), fut créée par les *fazendeiros* l'Union démocratique rurale (UDR), pour organiser leur lutte contre la réforme agraire, et contre les occupations de terres. Comme il n'y avait que deux lotissements dans notre commune, les *fazendeiros* ne s'en souciaient pas beaucoup parce que notre région est composée de petits producteurs, mais ceux qui étaient contre notre mouvement commencèrent à remarquer que, au moment des occupations de terres qui se produisaient dans les autres communes, les groupes de sans-terre et les meneurs de Jaguaré étaient présents et ce fut le début de menaces permanentes à mon égard. Moi et ma famille nous avons commencé à nous inquiéter, étant donné que j'habitais ici dans le lotissement et, pour aller travailler au siège à Jaguaré, il me fallait parcourir six kilomètres à bicyclette. Je me suis adressé au maire et à tous les services d'appui pour trouver une solution à ce problème. Nous sommes convenus qu'il fallait d'abord informer le secrétaire d'État à la sécurité. Deuxièmement, je devais m'écarter de toutes mes activités pendant quelque temps jusqu'à ce que la poussière retombe. Et c'est ce qui a été fait. Ma femme, qui pourtant ne faisait pas par-

tie de la direction, a assumé mes fonctions pendant trois mois, et ensuite j'ai repris mes activités normalement. A la fin de mon premier mandat qui fut de deux ans, il y eut une assemblée générale et j'ai été réélu, passant de secrétaire à président, et j'ai continué à travailler jusqu'à la fin du mandat. L'expérience du syndicat de Jaguaré ne donna pas de bons résultats. Motif : la détresse économique des gens, les affaires judiciaires et autres. C'est pourquoi fut organisée une réunion avec les syndicats de São Mateus et Jaguaré, et les deux syndicats aboutirent à un accord. Considérant que l'existence de deux syndicats dans des lieux aussi proches était anti-économique, il fut décidé que le syndicat de Jaguaré cesserait de fonctionner, et à sa place serait installée une antenne dépendant de São Mateus, et l'accord fut signé. Quelques mois après, eut lieu l'élection du nouveau bureau du syndicat de São Mateus et Jaguaré, et cette fois ce serait un syndicat unique pour les deux communes. J'ai été choisi pour former la liste et j'ai été élu membre exécutif du conseil, avec un mandat de trois ans, qui s'achèvera à la fin de 1997.

Organisation interne de mon lotissement

Quand je l'ai quitté pour mes activités sociales, le lotissement s'est trouvé isolé. Les familles ne se réunissaient plus, et ne participaient pas à la coordination au niveau de l'État. Pour ces raisons parmi d'autres, elles ne recevaient plus de visites du MST ni de l'État. Cela ne fonctionnait plus, les résultats étaient mauvais, les champs n'étaient pas cultivés, car les gens travaillaient ailleurs pour assurer leur subsistance quotidienne. La produc-

tion baissait et les familles commencèrent à vendre leur droit de possession en échange de presque rien, en pensant qu'ils auraient une vie meilleure. Elles se trompaient. Ce fut pire. Sur les trois familles qui avaient vendu leurs droits, l'une d'elles habite dans une baraque qui lui appartient, la deuxième en a obtenu une grâce à un homme politique, et la troisième est revenue habiter une baraque dans la cour de l'un des fils qui demeure ici dans le lotissement, et ces trois familles travaillent toute la journée pour survivre. Donc je suis resté cinq ans en dehors du lotissement, mais je suis revenu et j'ai tout recommencé. J'ai convoqué une assemblée générale et j'ai tout réorganisé. Ma tâche était difficile, mais heureusement je suis en train de réussir, parce que le groupe a été d'accord pour financer les dépenses de transport, et les jours où je m'en vais pour des réunions, ils prennent en charge mes cultures. Nous sommes arrivés à former un *mutirão*¹ avec cinq participants. Aujourd'hui nous avons obtenu une ligne de crédit spécial (Procera), nous avons droit à un plafond, qui était auparavant de trois mille reals par famille, et qui a maintenant été porté à sept mille cinq cents reals. Avec ces ressources nous parvenons à remettre en État les cultures de café et nous avons en projet la plantation de 5 000 pieds de café irrigué, en association avec Maracujá, et l'achat d'un tracteur avec ses accessoires, à usage collectif.

1. *Mutirão*: mise en commun de travail bénévole au profit de l'un des membres du groupe (NdT).

Traduction DIAL.

En cas de reproduction, mentionner la source DIAL.